

QUAND LE PEUPLE AGIT : REVOLTES, REVOLUTIONS, REFORMES

Nicolas Baverez

L'esprit du XXIème siècle réside dans la mondialisation dont la configuration est inédite, mêlant capitalisme universel, multipolarité et absence d'une réassurance globale par une puissance dominante, hétérogénéité des valeurs et des institutions enfin. Loin d'être achevée, l'histoire s'est remise en route, avec son cortège de guerres, de crises et de révolutions. Avec pour toile de fond la perte par l'Occident du monopole qu'il a exercé sur l'histoire du monde depuis la fin du XVIème siècle et le surgissement des pays émergents.

L'année 2011 est exemplaire de ce temps des chocs, marquée par les révolutions du monde arabo-musulman et la mort de Ben Laden qui ont clos le cycle ouvert par les attentats du 11 septembre 2001, le tsunami du 11 mars et la catastrophe de Fukushima qui a dévasté le Japon, la crise de l'euro qui s'est transformée en risque financier systémique et qui menace les acquis de soixante ans d'intégration du continent européen, la montée des protestations sociales en Chine mais aussi des manifestations en Russie contre l'autocratie de Vladimir Poutine. Face à une nouvelle grande transformation du monde et du capitalisme, force est de constater que les peuples manifestent et se manifestent : Tea Party et Occupy Wall Street aux Etats-Unis, mouvement des indignés en Europe et en Israël, résistance de la société civile en Iran, révolutions dans le monde arabe dégénérant en guerres civiles en Libye et en Syrie, émeutes sociales et environnementales en Chine, sursaut civique en Russie contre la diagonale du pouvoir poutinien faite de manipulation électorale et de corruption.

La chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'empire soviétique en 1989 débouchèrent sur une des grandes révolutions de la liberté, en même temps qu'ils fournirent le dénouement de l'histoire du XXème siècle structurée autour de l'affrontement entre la démocratie et le totalitarisme. L'automne des peuples vassalisés par le soviétisme avait clairement pour but la liberté politique, qui se déclinait en rétablissement de la souveraineté nationale, de la démocratie et de l'économie de marché.

Les révoltes de l'aube de la décennie 2010 obéissent à des facteurs beaucoup plus divers, à l'image d'un monde éclaté. Dans le monde développé, la chute des revenus et des patrimoines combinée avec le chômage permanent alimentent le sentiment de déclassement et ouvrent de vastes espaces aux mouvements populistes et extrémistes. La crise économique et financière a par ailleurs suscité le mouvement des indignés, qui lie la dénonciation des dérives de la finance et la lutte contre la précarité. Dans la lignée de l'insurrection iranienne de 2009, les pays arabo-musulmans ont vu la jeunesse se mobiliser pour la dignité contre les dictatures de gérantes corrompus. En Chine, se multiplient les revendications en faveur de la hausse des salaires mais

aussi les mouvements de protestation contre la prévarication et l'opacité des autorités, avec pour symbole la levée de l'opinion chinoise contre l'étouffement de l'enquête sur les causes de la catastrophe du TGV Pékin Shanghai le 23 juillet 2011. Dans de nombreux pays émergents, telle l'Indonésie, les grèves éclatent contre la faiblesse des salaires, la dureté et la précarité des conditions de travail. Enfin, contre toute attente, la société civile russe a manifesté massivement contre la vaste fraude électorale organisée par le Kremlin à l'occasion des élections législatives, poussant Vladimir Poutine à la faute, contestant sa légitimité, ruinant le mythe du retour de la Russie à un statut de superpuissance fondé sur le culte de la force et le mépris du droit.

Sous la variété des objectifs et des causes de cette mobilisation des peuples pointent certains facteurs communs. Le fer de lance de ces mouvements se trouve dans la classe moyenne et dans la jeunesse. La mondialisation a fait émerger une nouvelle classe moyenne de plus d'un milliard de personnes dans les nouvelles puissances économiques (400 millions en Chine, 300 millions en Inde, 90 millions au Brésil, 50 millions en Afrique, 40 millions en Russie). Majoritaire dans les grandes agglomérations autour desquelles s'organisent les réseaux de la mondialisation, cette population éduquée et ouverte sur le monde tolère de moins en moins les humiliations, les inégalités et les injustices de régimes autoritaires et corrompus. Parallèlement l'accélération du développement, la remontée de la chaîne de la valeur ajoutée, l'enrichissement de la population poussent à la mise en place d'un Etat de droit. De l'Egypte à la Russie en passant par l'Iran et la Chine, Internet se révèle comme l'instrument privilégié de constitution et de mobilisation de la société civile. Par ailleurs, le printemps arabe a lancé une dynamique planétaire pour la reconquête de leur dignité par les peuples, qui légitime les soulèvements, pacifiques ou violents, contre les autocrates et les prébendiers.

La montée de cette nouvelle classe moyenne du sud, engendrée par la mondialisation, a pour pendant la déstabilisation des classes moyennes des pays développés qui constituent le socle des démocraties occidentales. Laminées par la déflation, atomisées par la crise, fragilisées dans leur emploi, leur revenu, la perte de confiance dans l'avenir, celles-ci menacent, comme dans les années 1930, de céder aux passions populistes, xénophobes et protectionnistes, y compris dans les social-démocraties scandinaves comme l'a montré la tragédie norvégienne. La crise économique et financière est devenue politique, changeant de dimension pour s'installer au cœur des démocraties en remettant en question leur contrat politique et social. Elle a révélé le caractère insoutenable du modèle de croissance à crédit dans lequel s'est installé le monde développé depuis deux décennies. Elle jette une lumière crue sur des appareils productifs sous-compétitifs, des nations disloquées, des systèmes de décision publics réduits à l'impuissance par la paralysie des instruments traditionnels de la politique économique mais aussi par la perte du sens civique et de la cohésion nationale.

Cette crise politique se traduit aux Etats-Unis par la fracture de la nation et le refus des compromis sur fond d'isolationnisme, débouchant sur la remise en question de l'identité et des institutions américaines la plus importante depuis la guerre de Sécession. L'Europe est aspirée par le vide et, pour avoir systématiquement négligé les occasions de répondre à la crise des dettes

souveraines, court le risque de la désintégration de la zone euro. Elle cumule désormais le vide démographique, le vide de croissance, le vide de sécurité et le vide institutionnel. Le blocage du système politique japonais livre à elles-mêmes les victimes du tsunami et de la catastrophe de Fukushima. Les démocraties acquittent ainsi le prix fort pour leurs erreurs depuis la chute de l'Union soviétique. Dans l'euphorie de leur prétendue victoire, elles ont distribué des dividendes de la paix fictifs et se sont engagées dans des politiques sociales incompatibles avec le vieillissement de la population, la baisse de la croissance potentielle et la chute de leur compétitivité au moment même où la mondialisation les plaçait en concurrence avec les pays émergents qui assurent désormais 52 % de la production industrielle mondiale et contrôlent 80 % des réserves de change. Parallèlement, les inégalités se sont creusées en sapant la cohésion sociale et la citoyenneté. D'où la radicalisation des opinions et la montée des partis populistes, qui vont de pair avec la faiblesse des gouvernants, délégitimés par leur incapacité à imaginer et mettre en œuvre une stratégie efficace de sortie de crise.

La nouvelle donne dont peuvent accoucher ces mouvements de révolte reste difficile à discerner. Les révolutions du monde arabo-musulman donnent raison à Max Weber qui rappelait que « la révolution n'est pas un carrosse dont on peut descendre à volonté ». La chute des dictatures n'est que la première étape d'un processus qui ne conduira pas, dans la plupart des cas, à la mise en place de régimes démocratiques. La libéralisation inéluctable de l'Iran a pour pendant l'islamisation du Maghreb et du Machrek, Egypte en tête. Les pouvoirs chinois et russes se raidissent face à leurs opinions rebelles et cherchent à renforcer le contrôle de la société et de ses réseaux. Les démocraties sont de plus en plus sur la défensive et s'éloignent des principes de la société ouverte, cédant à la dynamique de la peur et aux pressions protectionnistes.

Sous la diversité des révoltes pointe la question centrale de la pérennité de la mondialisation, qui se trouve menacée par la crise économique et financière, par l'exacerbation des identités nationalistes, ethniques et religieuses, par le trou d'air des démocraties qui ont perdu le contrôle du capitalisme et qui doutent de la liberté. Le péril qui menace aujourd'hui les démocraties n'est pas extérieur, lié à la Chine, au terrorisme islamique ou à l'immigration, mais bien intérieur, avec le risque de l'individualisme, du déchaînement des passions collectives et de l'ingouvernabilité. Or les nations libres ont une responsabilité particulière en ce moment décisif pour le XXIème siècle car elles ont inventé la société ouverte qui est le bien commun de l'âge de l'histoire universelle mais qui ne dispose pas des principes, des institutions et des règles qui permettraient de gouverner ses risques. Il leur revient donc d'endiguer la dynamique de la violence et du chaos en s'accordant sur cinq priorités. Privilégier les stratégies concertées qui constituent la seule réponse à l'interdépendance des économies et des sociétés. S'engager dans la réforme des modèles économiques et sociaux au plan national comme au plan européen, en se fixant pour objectif la reconstruction d'une base productive compétitive, la lutte contre le chômage structurel, la stabilité financière et le désendettement des Etats. Inventer un nouveau contrat social liant rigueur et justice sociale. Renforcer l'Etat de droit, avec la fin des dérives

autoritaires et policières qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001. Mieux associer les citoyens et leurs représentants aux décisions publiques.

* *

Les Grecs distinguaient deux notions du peuple : le *laos*, plèbe composée d'une collection d'individus inorganisés d'une part, et le *demos*, ensemble politique constitué de citoyens libres et responsables. Les grandes crises, comme les grandes guerres, placent les démocraties à la merci des démagogues, prompts à ranimer les mythes révolutionnaires contre le travail patient et obstiné des réformes, à flatter les pulsions identitaires contre l'ouverture et la solidarité, à vanter la fausse simplicité des solutions radicales contre la prise en compte de la complexité. La liberté politique reste suspendue au fragile fil de soie de l'Etat de droit et le *demos* peut à tout moment être ravalé en un *laos* communiant dans une violence destructrice. Elle ne peut donc survivre sans la raison et la responsabilité. Voilà pourquoi l'indignation ne fait pas une politique et la révolte violente ne peut être qu'un ultime recours dans les nations libres. A l'inverse, la révolte est légitime contre les dictatures, avec cette réserve que les révolutions sont plus souvent mises au service de la conquête du pouvoir par une caste que de la liberté - les vagues insurrectionnelles démocratiques de 1848 ou de 1989 restant des exceptions.

Face à une histoire et à des peuples qui se sont remis en marche, quelques principes fondamentaux émergent. C'est bien la politique, y compris dans les passions nationales et religieuses qu'elle met en jeu, qui reste le moteur du destin des hommes, et non pas les marchés. La configuration inédite du XXIème siècle repose sur la mondialisation dont le propre est d'interdire tout découplage face à des risques qui sont globaux : les stratégies isolationnistes relèvent donc de la chimère et ce n'est que par la construction de solutions coordonnées qu'il est possible de définir un chemin de sortie de crise. Toutes les nations, tous les continents doivent réinventer leurs modèles politiques, économiques et sociaux pour s'adapter à l'âge de l'histoire universelle, à l'image des multiples transformations réalisées par la Chine au cours de ses Trente Glorieuses mais aussi des conversions réussies par l'Allemagne et le Canada, la Suède ou le Danemark, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les réformes restent ainsi le meilleur antidote aux populismes et à la violence, mais elles passent par la mobilisation de la société, par la négociation de compromis, par des stratégies de moyen terme laissant place à l'espoir. Enfin, face à la tentation du nihilisme et du radicalisme, les démocraties ne doivent renoncer ni à la raison, ni à la liberté, qui leur ont permis de vaincre les totalitarismes du XXème siècle et qui restent leurs meilleurs atouts pour affronter les risques et les crises du XXIème siècle.